



## Mettre les gens au premier plan, pas les profits

### Réponse partagée du groupe de travail sur les politiques économiques à la crise du COVID-19

Avril 2020

La pandémie de COVID-19 révèle les défaillances du système économique mondial et aggrave ses injustices et inégalités inhérentes. [La Charte commune pour la lutte collective](#), initialement rédigée par des membres du mouvement et adoptée par le Réseau DESC à la fin de 2016, décrit cinq conditions auxquelles sont confrontées les communautés du monde entier, notamment l'appauvrissement et la dépossession au milieu de l'abondance, l'aggravation des inégalités, l'emprise des entreprises de la prise de décisions des gouvernements, le changement climatique et la répression croissante.

La Charte commune, à son tour, a fourni un point de départ au projet de critique systémique du Groupe de travail sur la politique économique, qui a récemment lancé une [Chronologie du capitalisme](#) et des outils d'éducation politique populaire relatifs, reliant ces conditions à notre système économique mondial actuel. Cette chronologie démontre que le capitalisme - en tant que système qui élève la privatisation et la compétition, et qui dépend des inégalités et de l'exploitation - a eu un début, a évolué au fil du temps et peut être transformé.

Du point de vue des droits humains, la mesure ultime de tout système ou politique économique est son impact sur les personnes, en particulier sur les plus vulnérables; et, son rôle en tant que facilitateur du respect, de la protection et de la réalisation des droits économiques, sociaux, civils, politiques, culturels et environnementaux; surtout par les gouvernements, sur la base des ressources disponibles maximales et de l'aide et la coopération internationales.



Alors que COVID-19 ravage le monde sur le plan économique, l' [Organisation internationale du Travail](#) estime que 25 millions de personnes pourraient perdre leur emploi d'ici la fin de la crise; avec les jeunes, les travailleurs âgés, les femmes et les migrants supportant un fardeau disproportionné de cette crise de l'emploi, les femmes étant «surreprésentées dans les emplois les moins bien rémunérés et les secteurs les plus touchés»; et, les migrants confrontés à des vulnérabilités «en raison de l'absence de protection sociale et [d'accès aux] droits».

Le [Kairos Center](#) note que cette crise va affecter, de manière disproportionnée, 140 millions de résidents américains pauvres et à faible revenu. Cette opinion est reprise par le [Law and Society Trust](#) au Sri Lanka, où 60% de la population travaille dans l'économie informelle; et, où «de nombreuses personnes sont obligées de choisir entre le risque de contracter et de propager le virus et celui de perdre leur emploi, de ne pas pouvoir payer un loyer et avoir du mal à nourrir leur famille ».

La [CNUCED](#) confirme que la crise économique émergente va frapper le bas de l'échelle économique le plus durement, y compris ceux qui travaillent dans certains secteurs de services. En Afrique du Sud, les habitants des bidonvilles sont confrontés à des expulsions forcées et à la démolition de leur logement pendant la pandémie. Anticipant que, encore une fois «ce pourrait être les pauvres du monde, dont plus d'un milliard vit dans des bidonvilles, le plus durement touchés», [Abahlali baseMjondolo](#) souligne qu' «il ne semble pas possible d'empêcher ce virus de se propager alors que nous vivons encore dans la boue comme des porcs, alors que dans de nombreuses colonies il n'y a pas d'eau, ou des centaines de personnes partagent un robinet, et de nombreuses colonies n'ont pas accès à l'assainissement. » Au Zimbabwe, un membre a noté: «Même s'il n'y a eu aucun revenu pendant la fermeture, le gouvernement n'a pas suspendu le paiement des services sociaux, ni fourni une aide pour appuyer les pauvres pendant cette période de fermeture.»

En analysant les réponses des gouvernements, le [Center for Economic and Social Rights](#) révèle que même les pays les plus riches sont débordés par les efforts pour contenir la pandémie; et, appelle à une approche fondée sur les droits humains dans la formulation de plans de relance



économique pour appuyer les pauvres. Cependant, de nombreux gouvernements se concentrent sur le [bailing out](#) des sociétés à but lucratif; et, il existe un risque majeur que la crise soit utilisée par les entreprises commerciales comme une opportunité d'élargir leurs marchés et leurs bénéfices, y compris des secteurs comme l'éducation, où les principaux acteurs mondiaux de l'informatique [se positionnent](#).

En soulignant une longue histoire de programmes d'ajustement structurel qui ont fait de l'éducation, de l'eau et d'autres services essentiels «une cible pour le « profit »» et la privatisation au détriment de « nombreuses femmes et communautés marginalisées en Asie et dans le Pacifique, l'organisation Asia Pacific Women Law and Development ([APWLD](#)) souligne que « [la Banque mondiale et le Fonds monétaire international](#) ont annoncé leur réponse néolibérale [à la crise] sous la forme de nouveaux« prêts d'urgence » ciblant les pays pauvres où les systèmes de santé sont les plus faibles et les gens les plus vulnérables.»

Même en Europe et en Amérique du Nord, les hôpitaux publics sont débordés, augmentant ainsi le nombre de vies perdues, en particulier parmi les communautés pauvres et marginalisées. Les impacts inégaux de COVID-19, notamment en termes de classe, genre, race, ethnie et statut de citoyenneté, révèlent l'insuffisance du modèle économique actuel pour diminuer la progression des inégalités substantielles au sein des pays et entre eux. À cet égard, la pandémie expose et enracine davantage les injustices structurelles du système capitaliste.

## Nos demandes à court term

- Pendant que les États tentent d'éviter les crises de santé publique, sociales et économiques, les membres demandent aux gouvernements de protéger tout d'abord la vie et les droits humains de tous les citoyens et non-citoyens avant de fournir un soutien aux secteurs



financiers et corporatifs, en abordant les risques particuliers auxquels sont confrontés les travailleurs de première ligne de la santé et du secteur public, les travailleurs informels et contractuels et autres groupes vulnérables.

- Alors que les mesures appropriées peuvent varier selon les pays, l'initiative égyptienne [Egyptian Initiative for Personal Rights](#), par exemple, a appelé à une action urgente à travers un "paiement exceptionnel" pour les travailleurs informels, un moratoire sur les factures de services publics et les taxes pour les personnes à revenu faible ou intermédiaire, une augmentation des prestations en espèces par le biais des pensions de sécurité sociale et une augmentation des allocations pour le pain subventionné et d'autres biens.
- Les membres demandent l'arrêt immédiat des traitements sévères, des arrestations et des sanctions liées aux [couvre-feux et aux blocages économiques](#).
- La dette souveraine et les versements de prêts devraient être immédiatement suspendus ou annulés pour les pays en développement, sur la base des principes des droits humains de l'aide et de la coopération internationales, permettant d'utiliser le maximum de ressources disponibles pour limiter l'impact de COVID-19 et respecter, protéger et réaliser les droits humains.
- Le G20 devrait assurer le flux des ressources vers les pays pauvres; leur récente [engagement à défendre l'économie mondiale](#) contre la pandémie de COVID-19 devrait être réorienté d'un soutien non spécifique axé sur une croissance mondiale renouvelée et la stabilité du marché vers garantir la protection des droits humains dans les réponses immédiates au COVID-19 et aux processus de récupération.
- Pour garantir un maximum de ressources disponibles pour faire face à la pandémie et réaliser les droits humains, l'élimination mondiale des flux financiers illicites, des paradis fiscaux et des exonérations fiscales pour les entreprises doit rester comme une priorité.
- Les gouvernements devraient bloquer toute utilisation de la crise du COVID-19 pour permettre la commercialisation ou la privatisation des services essentiels, notamment en



faisant très attention à ne pas passer des données ou la gestion de certains secteurs, tels que l'éducation, les soins de santé ou l'eau et l'assainissement, à des entreprises multinationales.

## Demands à long terme: faire progresser les modèles économiques alternatifs après COVID-19

ESCR-Net et ses membres plaident pour des alternatives transformatrices au modèle socio-économique dominant qui soient fondées sur la réalisation des droits humains et la justice sociale pour tous. Les mouvements sociaux et les communautés indigènes mettent déjà en œuvre des modèles alternatifs qui incluent la solidarité sociale, les coopératives et les économies participatives. Le Pacte pour les peuples autochtones d'Asie ([AIPP](#)) souligne les pratiques indigènes de longue date - fondamentales pour la survie et le bien-être des communautés - qui servent comme «une déclaration d'un engagement collectif de la communauté pour rétablir l'équilibre de la nature et se soutenir mutuellement pendant des moments cruciaux. »

Le [Kairos Center](#), à travers la Campagne pour les pauvres, insiste sur le fait que l'analyse, les demandes et les alternatives des populations appauvries sont, en fin de compte, fondamentales pour transformer les structures socio-économiques et les récits moraux déformés qui perpétuent la pauvreté, le racisme, le militarisme et la dévastation écologique. De même, en suggérant que «les mouvements féministes et populaires doivent être au centre», [APWLD](#) soutient que «le monde a suffisamment de richesses» pour réaliser les droits humains, y compris les services de santé publics universels et la protection sociale, et «ne requiert que la volonté politique de mise en œuvre. »

[FIAN International](#) surveille et défend le droit des peuples et des communautés à l'alimentation et à la nutrition, en élevant les «solutions alternatives» des communautés et des organisations de la société civile du monde entier. En partageant une vision de longue date de nombreux «activistes des droits des femmes», International Women's Rights Action Watch Asia Pacific ([IWRAW-AP](#)) soutient qu'«un monde différent, moins dépendant des exigences du capitalisme, est possible après



tout - mais cela a besoin de valoriser les vies humaines par dessus les intérêts corporatifs ... sur la base des principes des droits humains d'égalité, de non-discrimination et de respect de la planète».

L'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels ([GI-ESCR](#)) offre « un espoir de que cette crise ouvre la voie à repenser comment organiser et gouverner nos sociétés» en suggérant que «Les droits humains, en tant que cadre et mouvement; et, en particulier, les DESC, seront un élément crucial ... pour exiger un changement transformateur à travers la solidarité, la coopération, la réciprocité et l'action collective », afin de lutter contre le changement climatique, les inégalités et le besoin de services publics solides.